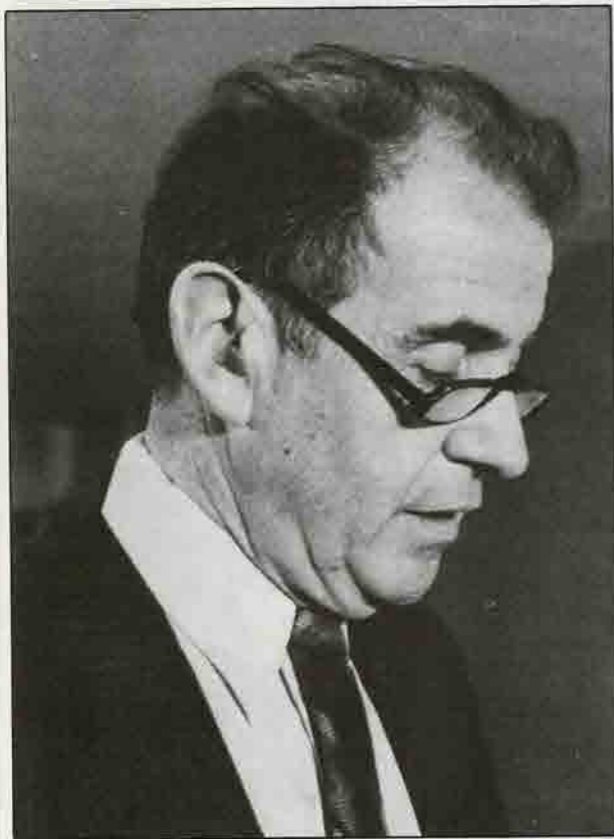


## François GREMY :

## « Mettre en évidence les aspects positifs de la coexistence »



« Ces Assises sont celles de tous ceux qui ont accepté de se lancer dans la campagne »

Nous voici enfin réunis pour lutter contre le racisme... croyez que je suis heureux de regarder ce rassemblement.

Mais d'emblée, je veux clarifier le sens de la place qui est faite au président du MRAP dans cette séance inaugurale. La manifestation de ce jour n'est pas les Assises du MRAP, mais ce sont les Assises nationales de tous les signataires. Il ne doit y avoir aucune ambiguïté à cela. Un petit mot d'histoire va nous le rappeler.

Tout commence le 5 juin dernier : l'Assemblée Générale du MRAP terminait ses travaux. Une grande partie de ceux-ci étaient centrés sur deux constats : le racisme s'enfle et se banalise, et contrairement à ce qu'on avait pu espérer, la flambée du racisme n'a pas décliné après la fin de la campagne électorale.

Le deuxième constat étant le silence des antiracistes, silence inquiétant et honteux.

D'où la proposition que j'avais été amené à faire en clôturant nos travaux. Notre Mouvement ne peut accepter cette situation, il trahirait sa mission. Son créneau d'action n'est-il pas exclusivement la lutte contre le racisme et la discrimination, et pour l'amitié et la solidarité entre les peuples et les cultures ? C'est à lui de prendre l'initiative.

Mais nous constatons aussi que notre force physique, notre capacité d'organisation sont modestes. C'est pourquoi nous suggérons que le mode d'action le meilleur que nous puissions avoir était de susciter la prise de conscience de tous ceux qui, nous le pensions, condamnaient et redoutaient le racisme, même si ce type de combat n'est pas leur domaine électif d'action. Notre rêve était et demeure, de les convaincre de parler du danger raciste dans les sections des partis, dans les entreprises, dans les paroisses, dans les mouvements de jeunes, dans les écoles, dans les assemblées de locataires.

Bref il s'agissait de convaincre tout un chacun de participer à sa façon, selon ses spécificités, selon ses charismes à une campagne de désintoxication de notre société.

Dans cette perspective, notre Mouvement se voulait autant et plus initiateur qu'acteur. Il se voulait catalyseur, c'est à dire comparable à ces substances qui, en quantité modeste, sont capables de déclencher, d'accélérer et de développer des réactions chimiques importantes.

Nous avons donc dès la fin de juin pris notre bâton de pèlerin, demandant des rendez-vous aux partis politiques — et nous avons voulu ratisser large — aux organisations syndicales, aux Eglises, aux grands médias, aux associations d'immigrés...

A tous, nous proposons notre analyse sur la menace grandissante de l'idéologie raciste. A tous, nous demandons d'agir, de s'engager à leur façon, selon des initiatives propres, dans cette campagne. A tous nous demandons leur opinion et leurs suggestions sur les formes d'action les plus adaptées. A aucun nous n'imposons quoi que ce soit. C'était, rappelons-le, en juillet, août et septembre.

La seule suggestion forte que nous faisons était la date du 21 mars : « Journée internationale de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale » instituée en souvenir du massacre de Sharpsville en 1960.

Nous suggérons une grande manifestation nationale, sans d'ailleurs en préciser la forme ni le thème, encore très imprécis dans notre esprit à ce moment.

Cette date a d'ailleurs rapidement reçu une approbation de poids : dans la lettre qu'il nous adressait le 7 septembre 83 en réponse à une lettre du 24 août, où nous portions notre projet à sa connaissance, le Président de la République nous écrivait : « Je vous donne mon accord pour que l'Etat participe, selon des modalités appropriées, aux manifestations que vous organisez le 21 mars 1984... Je crois en effet qu'il est très important de développer l'information qui permet de mieux faire accepter les différences ».

Et il ajoutait : « J'ai demandé à Madame Dufoix d'examiner les modalités de participation qui pourraient être envisagées ».

La machine était donc lancée avec cette butée de calendrier.

Telles qu'elles seront, aujourd'hui et demain, ces Assises nationales sont vraiment les assises de tous, de tous ceux, heureusement la majorité, qui ont accepté de se lancer dans la campagne. Car c'est vraiment de façon collective que s'est élaborée cette manifestation. C'est en effet au gré de nos rencontres, de nos discussions qu'elle s'est trouvée construite.

Son nom est dû à nos amis du MRG. C'est de façon plus diffuse et plus progressive que sont apparues les idées fortes qui nous animent.

La première idée c'est le titre même de nos Assises : « Vivre ensemble avec nos différences ». Le premier et grand message à faire passer, c'est que la présence des diverses communautés qui habitent ce pays est un fait inéluctable, que le retour massif est un mythe, que l'expulsion serait un crime contre eux, mais aussi contre nous-mêmes. Puisqu'il nous faut vivre ensemble, sachons le faire bien, dans la paix, dans la relation, dans l'échange. Un autre modèle est possible que celui de la haine, de la méfiance, du développement séparé, de l'oppression.

Une autre société est possible que celle que nous propose l'Afrique du Sud. Convaincre la société nationale que la coexistence est inéluctable serait un pas décisif dans la bonne direction.

La deuxième idée est que nous ne voulons pas centrer ces assises sur un discours traditionnel généreux, mais général, humanitaire mais culpabilisant.

« Le racisme est un : aucune forme n'est plus tolérable que l'autre. Tous ses avatars sont haïssables ».

Nous préférons nous livrer à une analyse des structures de notre société qui favorisent la naissance du racisme et qui l'entretiennent. Et c'est de ces discussions qu'est née l'idée de ces six forums, chacun consacré à des difficultés concrètes, à un problème aigu qu'il nous faut résoudre ensemble :

l'habitat et le cadre de vie

l'école et l'éducation

l'entreprise et le droit des travailleurs

les médias et la différence

l'histoire et la culture

la participation à la vie publique et les droits civiques.

Chacun de ces thèmes offre à notre réflexion une façon nouvelle d'aborder le problème de la coexistence et de la solidarité. Pourquoi par exemple chercher une explication raciale à des problèmes de logement ou d'échec scolaire, alors que c'est dans une rénovation de l'habitat et du système éducatif qu'il faut trouver des solutions aux problèmes réels que Français et étrangers ont à affronter. Et quelle plus belle façon de vivre ensemble que de lutter et d'agir ensemble !

La troisième idée est qu'il nous faut rechercher et mettre en évidence tous les

aspects positifs de la coexistence. Par construction, les médias ne mentionnent que ce qui va mal, que les incidents, que les agressions, que les meurtres et les conflits. Bien des raisons nous amènent à penser qu'il existe des cas, sans doute assez nombreux où la coexistence des communautés se fait dans l'harmonie, voire la solidarité, et pourquoi pas l'amitié. Mettre l'accent sur ces cas heureux est peut être une des meilleures façons de lutter contre les fantasmes du racisme. Une témoignage vécu, une expérience humaine concrète peuvent avoir plus d'effet sur cette pensée intrinsèquement irrationnelle que les plus beaux arguments des généticiens, des historiens ou des sociologues.

Et enfin, même si le racisme à l'ordre du jour est celui qui vise l'immigration récente, les travailleurs et leurs familles venus depuis quelques décennies sur notre sol, nous ne voulons pas oublier qu'il est d'autres formes de racisme. L'antisémitisme n'est pas mort : loin de là, il renaît, et telle personnalité d'extrême-droite proclamait récemment dans un slogan également réprobateur : Marx et Rothschild sont les deux faces d'une même médaille. Ceci rappelle les fâcheuses imprécations de naguère contre le judéo-communisme et la judéoploutocratie. Souvenir nauséabond, comme celui que soulevait le cri horrible de « au four » jeté aux immigrés durant les récents conflits de Poissy.

Notre société n'est pas tendre non plus pour bien des citoyens français, les Gitans, les travailleurs des DOM-TOM, sans méconnaître les harkis, ces « oubliés de l'Histoire » triplement négligés par leur communauté d'origine, leurs compatriotes français, et les combattant de l'antiracisme trop facilement peut être enclins à un manichéisme sommaire.

Nos assises sont des assises contre le racisme, contre toutes les formes de racisme. Le racisme est un : aucune forme n'est plus tolérable que l'autre. Tous ses avatars sont haïssables.

Nos Assises nationales commenceront : seront-elles, comme beaucoup le craignent, une de ces manifestations éphémères, d'où nous repartirons, heureux de l'intelligence de nos propos et flattés par la générosité de nos sentiments, une de ces incantations que nous aimons tant ?

Non, mille fois non ! Cette manifestation n'est qu'une étape, c'est le temps fort d'une campagne qui doit durer. Initialement, nous espérons en faire un tremplin, c'est à dire un lieu d'où l'on s'élance après y être arrivé en courant, car elle devrait dans notre esprit, être le premier aboutissement d'une série de manifestations locales qui auraient dû

(suite page 74)

## L'OUVERTURE

Les Assises Nationales « Vivre ensemble avec nos différences » se sont ouvertes le vendredi 16 mars à Paris, à la Maison de l'UNESCO, par une réception, à l'invitation des signataires de l'Appel et du Comité de préparation.

Dans la foule des personnalités, on notait la présence de M. Jack Ralite, ministre chargé de l'Emploi, ainsi que des représentants du Premier ministre (M. Gilles Johonet) et de plusieurs ministères et secrétariats d'Etat : Solidarité nationale (M. Hubert Lesire-Ogrel), Education nationale (M. Philippe Moreau), Intérieur et Décentralisation (M. Petetin), Transports (M. Etienne Camy-Peyret), Temps Libre, Jeunesse et Sports (M. Fresul), Famille, Population et Travailleurs immigrés (MM. Alain Gillette, Christian Nguyen, Philippe Texier, Mmes Romon, Véronique Espérandieu, Elisabeth Lion), Départements et Territoires d'Outre-Mer (MM. Jean-Gervais Biart), Personnes âgées (Mme Nelly Wolf).

Etaient également présents : M. James O.C. Jonah, représentant spécial du Secrétariat général de l'ONU, M. Metternich, directeur du Centre d'Information des Nations-Unies à Paris, et M. Tlili, Directeur-adjoint. A signaler encore Mme Dulcie September, responsable du Bureau de l'ANC (African National Congress) à Paris, et Tulliameni Kalomoh, responsable du Bureau de la SWAPO. Citons aussi parmi beaucoup d'autres, MM. Paul Bouchet, président du Fonds d'Action Sociale, Jean Massot, directeur de la Population et des Migrations, l'architecte Bernard Zehrfuss, le peintre Ernest Pignon-Ernest, l'écrivain Albert Memmi, de nombreux journalistes et, bien entendu, les délégués de la plupart des organisations signataires de l'Appel.

Le professeur François Grémy, dans une allocution, salua l'assistance et rappela la genèse des Assises, et leurs objectifs — ce qu'il allait développer le lendemain dans son discours d'ouverture de la séance plénière qu'on lira ci-contre. □

## François GREMY

(Suite de la page 11)

commencer dès le mois de novembre. L'inertie des organisations aidant, cette précampagne n'a pas eu l'essor que nous voulions, et les Assises ressemblent plus au coup de pistolet du starter. Mais quoiqu'il en soit, durant toute l'année, l'action va se poursuivre.

Que ce qui se passe au niveau national, aujourd'hui, ait lieu au niveau régional, départemental ou local ! Que l'on parle du racisme et de ses dangers dans les entreprises, dans les sections des partis, dans les réunions politiques, dans les meetings syndicaux, dans les écoles — publiques ou privées —, chez les parents d'élèves ! Que le racisme soit le thème des homélies dans les temples, les églises, les synagogues ou les mosquées !

Que les médias soient courageux, et qu'ils y consacrent articles et émissions ! Que chacun, conscient du danger, agisse sur son terrain, avec ses moyens propres, selon sa sensibilité propre, selon son charisme !

Point n'est besoin pour cette campagne, de réunir des collectifs dévoreurs de temps et d'énergie, toujours menacés par la mesquinerie et les dosages médiocres de la « politique politicienne ». Que chacun fasse énergiquement sa longue et lourde tâche.

De la multiplicité de ces initiatives, petits ruisseaux ou grandes rivières, apparemment ou réellement spontanées, naîtra un fleuve puissant, et la nation ne pourra ignorer la voix des antiracistes. Plus elle sera forte, plus grande sera sa valeur d'entraînement.

Dans cette perspective, la journée d'hier nous a donné une grande joie. N'est-il pas extraordinaire que pour la première fois se réunissent des groupes que l'histoire a tellement déchirés, et que ce soit justement le racisme qui soit à l'origine de cette retrouvaille : je veux parler du communiqué commun des représentants des cinq principales confessions religieuses de ce pays : catholique, musulmane, protestante, juive et orthodoxe.

Ah ! si cet exemple pouvait être suivi d'autres semblables, et que la lutte contre le racisme soit l'occasion d'autres réconciliations, l'occasion de compétition dans la générosité plutôt que dans la mesquinerie. Pardonnez-moi, je rêve sans doute.

Cette campagne, inaugurée aujourd'hui, il faut qu'elle dure. Nous proposons de nous revoir dans une deuxième manifestation nationale qui aura lieu aux alentours du 10 décembre : Journée internationale pour les Droits de l'Homme. La forme que prendra ce deuxième temps fort, il nous faudra ensemble la déterminer. Mais disons de suite, que nous sou-

haitons que nous rejoignent ceux qui n'ont pas voulu, ni cru devoir le faire aujourd'hui.

Pour terminer, je pense que le terrain n'est pas défavorable. Une partie de l'opinion, de plus en plus grande, s'inquiète. Des crimes horribles comme celui du train de Bordeaux, ont un effet révélateur et émotionnel puissant. La Marche de l'Égalité est un indice de ces mouvements en profondeur de l'opinion. N'est-il pas surprenant que cette initiative, d'une fraîcheur quasi franciscaine, ait abouti à rassembler tant de monde. Et à mes yeux, ces 100 000 personnes, réunies sans tam tam, spontanément, valent bien quelques autres rassemblements organisés à coups de presse, de propagande et de médias.

Mais si belle soit elle, la spontanéité ne suffit pas ; elle risque de retomber comme un soufflé ; un long travail de renforcement, plus obscur et plus continu, est lui aussi nécessaire. Il exige la coopération de tous. C'est pourquoi je suis heureux de saluer les 89 associations qui ont participé au comité de préparation de ces assises et/ou qui ont apporté leur signature à l'appel. Encore une fois, qu'elles continuent : une action persévérante et obscure peut être la cause de germinations prodigieuses. Que d'autres se joignent à nous. Leur retard ne les condamnera pas : mieux vaut tard que jamais. Et je ne suis pas partisan de rejeter ni le fils prodigue, ni l'ouvrier de la onzième heure. Leur venue ne sera-telle pas le meilleur signe que nous avons gagné ?

Chers amis, il est temps de déclarer ouvertes ces Assises. Je le fais en ayant une pensée de reconnaissance à tous ceux qui ont œuvré pour qu'elles aient lieu : le comité de préparation, tous ceux et celles qui ont signé l'appel, Monsieur le Président de la République qui nous a donné un encouragement décisif, les membres du gouvernement qui nous ont donné leur appui, je pense notamment à Madame Dufoux et à ses collaborateurs. Je ne veux pas oublier Monsieur Lemoine Secrétaire d'Etat chargé des D. et TOM. Merci aussi à tous ceux qui ont accepté de présider les forums et de rapporter les discussions. Merci aux orateurs de ce jour.

Enfin, parce que je les connais mieux, et sans vouloir par là ignorer les autres, permettez moi d'adresser une pensée tendrement fraternelle à quelques militants, que j'ai vus de près et qui se sont dépensés sans compter, au physique et au moral, pour le succès d'une entreprise en apparence folle.

Ce pourquoi nous combattons, chers amis et camarades, est important : il en

va de la qualité de notre existence en ce pays ; celle des Français, de tous les Français, et des étrangers ; il en va de nos institutions et de nos libertés publiques ; il en va de l'honneur de notre nation. Cela vaut la peine d'un engagement total, sans arrière-pensée et sans petitesse. Il nous faut de la foi, du courage et de la rectitude : mais nous n'en manquerons pas. □

## Farida BELGHOUL

(Suite de la page 19)

droit à la différence. Différente je le suis. Comme tout à chacun. De fait, et à commencer vis-à-vis de ma propre sœur. Il ne saurait être question de la différence dans un rapport inégalitaire.

Un dialogue sur ce thème n'est possible que dans le cadre d'un échange réciproque. Une vraie différence s'énonce dans la réciprocité. Je ne puis donc à cette tribune exprimer une quelconque différence puisque réciprocité il n'y a pas.

Durant la Révolution Française, sous la houlette du jacobinisme, une confusion s'est établie entre la notion d'Etat français et celle de nation française. Etymologiquement, le mot nation vient du latin *natio* qui renvoie à une ethnie, un groupe culturel, à des coutumes etc. et pas forcément à un territoire, en tout cas certainement pas à un Etat. Cela nous conduit donc à établir une différence de taille entre la nationalité et la citoyenneté.

La citoyenneté renvoyant, elle, à la notion de responsabilité sociale vis-à-vis de sa communauté territoriale et administrative. C'est ainsi que l'on pourrait être de nationalité bretonne, corse, basque, occitane, arménienne, tzigane et citoyen de l'Etat français. De même on pourrait être algérien, portugais, malien et citoyen de l'Etat français. Durant la Commune de Paris, était considéré comme citoyen toute personne vivant, travaillant et luttant à Paris sans regard pour leur nationalité. Des dirigeants tels que Dombrowski, de nationalité polonaise, ou Frankel, de nationalité hongroise, n'étaient pas moins membres du Conseil de la Commune de Paris et siégeaient à l'Hôtel de Ville.

A l'heure de la décentralisation qui arrive pour contrebalancer deux siècles de jacobinisme, il serait temps de remettre à l'ordre du jour ces notions de citoyennetés et de nationalité. Ainsi, les minorités ethniques seraient des nations minoritaires de l'Etat français et non des minorités nationales. Et s'il faut absolument un slogan, je propose alors :

« **Vivre ensemble avec nos ressemblances, quelles que soient nos différences** ».

## « Vivre ensemble avec nos différences »

### RÉDACTION

Catherine Le Bars  
Claude Gavaille

### Secrétariat de rédaction

Laure Lasfargues  
Francis Manguy

### Maquettes

Véronique Mortaigne

### Photo

Abdelhak Senna

### Photo de couverture

Bernard Morlino

### Coordination

Jean-Michel Ollé

Société d'Édition  
Différences.

89, rue Oberkampf  
75011 PARIS  
Tél. : (1) 806.88.33

### Photocomposition -

photogravure  
impression : C.P. Paris  
Prix : 40 F  
(Expédition : 8 F)

## Mohamed SAHNOUN

(Suite de la page 69)

rer à ces groupes des formes différentes d'instruction scolaire...

Il faut donc manipuler avec prudence cette notion de différence, qui est peut-être culturelle, mais rien d'autre. L'évaluation des différences est souvent viciée à la base par de fausses comparaisons qui engendrent elles-mêmes de nouveaux conflits. L'erreur consiste à ne pas tenir compte de l'influence des circonstances sur le comportement des gens.

D'ailleurs Lévi-Strauss rappelle, dans une étude sur le racisme publiée par l'Unesco, que Gobineau ne concevait pas l'inégalité des races humaines de manière quantitative mais qualitative : pour lui les grandes races primitives qui formaient l'humanité à ses débuts (blanche, jaune et noire) n'étaient pas tellement inégales en valeur absolue que diverses dans leurs aptitudes particulières. La tare de la dégénérescence s'attachait pour lui au phénomène de métissage plutôt qu'à la position de chaque race dans une échelle de valeurs communes à toutes. Et Lévi-Strauss d'ajouter que le péché originel de l'anthropologie consiste dans la confusion entre la notion purement biologique (à supposer qu'elle existe) et les productions sociologiques et psychologiques des cultures humaines. Il a suffi à Gobineau d'avoir commis cette confusion pour se trouver enfermé dans le cycle infernal qui conduit d'une erreur intellectuelle à la légitimation de toutes les tentatives de discrimination et d'exploitation.

Pour revenir à l'Afrique du Sud, différence ou supériorité, l'apartheid apparaît bien comme un mal absolu, un crime contre l'humanité comme l'a défini l'ONU. Il ne saurait être assimilé complaisamment à une transgression ordinaire des droits de l'homme, comme le supposent les prises de position hypocrites de certains gouvernements qui prétendent dénoncer le racisme en Afrique du Sud pour se donner bonne conscience et qui s'accrochent à un commerce tous azimuts avec lui.

Politique d'agression enfin, l'apartheid déploie une stratégie belligène en Afrique du Sud, en Namibie et en direction des Etats souverains de la région.

Le comportement global du régime raciste sud-africain constitue une menace réelle à la paix mondiale. L'occupation par la force de la Namibie, au mépris de la légalité internationale, ainsi que l'oppression coloniale imposée à son peuple et le pillage effréné de ses ressources naturelles et humaines, démontrent amplement le caractère expansionniste de tout système basé sur le racisme.

L'Angola, le Mozambique, le Botswana, la Zambie et le Lesotho, paient régulièrement leur tribut, en vies humaines et en destructions de toutes natures. L'objectif immédiat de ces opérations de terrorisme d'Etat est l'anéantissement de la résistance des peuples d'Afrique australe. Le régime de Prétoria tente de donner corps à ses projets de satellisation de toute la partie australe du continent africain, pour réaliser ainsi le cordon sanitaire que constituait pour lui le colonialisme portugais dans le passé.

Dans cette guerre aux multiples facettes, livrée à la fois au peuple sud-africain, aux Etats voisins et à la condition humaine, l'apartheid bénéficie, il faut le dire, de puissants soutiens extérieurs. Les rapports d'intérêts très denses que certains pays maintiennent avec l'Afrique du Sud ont puissamment renforcé la capacité de défi du régime raciste à la communauté internationale. Ils constituent l'obstacle majeur pour l'application des sanctions pourtant limitées, sur lesquelles les Nations Unies s'étaient accordées.

## Refus de collaborer...

Ces assises permettront, j'espère, la mobilisation des consciences contre le racisme et le crime d'apartheid, perpétuant ainsi une dynamique internationale de lutte pour leur éradication. Nul doute que ces assises sauront répercuter l'écho d'un appel unanime pour une solidarité internationale dans la mise en œuvre des contraintes nécessaires à exercer contre le régime raciste sud-africain. Il me plaît de souligner ici le rôle méritoire joué par les organisations antiracistes et anti-apartheid dans la consolidation de cette solidarité internationale à l'égard des peuples d'Afrique australe. Leurs actions ont eu le mérite exceptionnel d'avoir forgé un immense courant qui, à travers le monde, a porté et soutenu la nécessité d'une réaction collective en vue de l'élimination totale de l'apartheid et de la discrimination raciale.

Cette réaction collective devrait prendre le caractère d'un refus de collaborer d'une manière quelconque avec le régime raciste : refus d'acheter les produits sud-africains, de visiter l'Afrique du Sud, d'avoir des relations culturelles ou sportives avec le régime d'apartheid, et continuer d'exiger des gouvernements de cesser de profiter de l'exploitation éhontée des populations noires d'Afrique du Sud, se faisant ainsi volontairement ou involontairement les complices de cet esclavagisme qui ne cache pas son nom. □